

La raison est notre bouclier



Après de durs mois de pandémies, une grave crise économique mondiale et un blocus intensifié et persistant - qui ont ostensiblement affecté notre peuple - Cuba commence à relancer sa vie sociale, ses espaces et services publics, ses écoles, son tourisme et d'autres secteurs de l'économie.

Nous sommes désormais le pays des Amériques qui compte le plus grand pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccins anti-COVID-19, celui qui affiche le taux de vaccination quotidienne le plus élevé au monde et le seul qui ait pu mener une campagne massive auprès des enfants dès l'âge de deux ans ; tout cela a été possible grâce à la capacité du pays à produire ses propres vaccins, fruit de la politique scientifique conçue et encouragée par Fidel et du talent des hommes et des femmes forgés par la Révolution.

Nous nous relevons avec nos propres forces, avec l'esprit inflexible, la dignité et la résilience de notre peuple, avec la direction sereine et ferme du pays, avec l'esprit de victoire et la créativité qui ont été cultivés au cours de tant d'années de dures batailles.

Ceux qui ont parié sur l'échec du socialisme à Cuba et qui ont vu le 11 juillet comme le coup définitif porté à la Révolution, sont frustrés et pressés dans leurs plans. Ils tentent d'empêcher toute possibilité de bien-être, de développement individuel et collectif, de tranquillité civique et de paix dans notre patrie.

C'est pourquoi ils encouragent diverses actions de déstabilisation dans le pays, dans le but de provoquer un incident qui puisse déboucher sur une explosion sociale et entraîner l'intervention militaire tant attendue, qu'ils réclament avec véhémence à Miami et aussi devant la Maison-Blanche.

Ni 62 ans de blocus ni ses 243 mesures supplémentaires n'ont pu et ne pourront nous faire plier, d'où la tentative répétée d'un « coup d'État en douceur ». Ces manœuvres font partie de la guerre non conventionnelle qu'ils nous livrent avec acharnement.

Dans le rapport central au 8e congrès du Parti, le général d'armée Raul Castro Ruz avertissait :

« Le programme de subversion et d'influence idéologique et culturelle visant à discréditer le modèle socialiste de développement s'est intensifié et tend à nous présenter la restauration capitaliste comme la seule alternative.

La composante subversive de la politique étasunienne à l'égard de Cuba vise à saper l'unité nationale. En ce sens, la priorité est donnée aux actions destinées aux jeunes, aux femmes et aux universitaires, au secteur artistique et intellectuel, aux journalistes, aux sportifs, aux personnes issues de la diversité sexuelle et aux religions. Des questions d'intérêt pour des groupes spécifiques liés à la protection des animaux, de l'environnement, ou des manifestations artistiques et culturelles sont manipulées, le tout dans le but d'ignorer les institutions existantes.

Ils continuent de financer les actions d'agression en utilisant des stations de radio et de télévision basées aux États-Unis, alors que dans le même temps, le soutien monétaire augmente en vue de la création de plateformes pour la génération de contenus idéologiques qui exhortent ouvertement à renverser la Révolution, lancent des appels à des manifestations dans des espaces publics, incitent à l'exécution de sabotages et d'actes terroristes, y compris l'assassinat d'agents des forces de l'ordre et de représentants du pouvoir révolutionnaire. Sans la moindre vergogne, ils révèlent les montants des sommes versées depuis les États-Unis aux exécutants de ces actes criminels.

N'oublions pas que le gouvernement des États-Unis a créé le « Groupe de travail Internet pour Cuba », qui vise à transformer les réseaux sociaux en voies de subversion, en créant des réseaux sans fil échappant au contrôle de l'État et en menant des cyberattaques contre les infrastructures critiques.

[...]

Le mensonge, la manipulation et la propagation de fausses nouvelles ne connaissent plus de limites. À travers ces pratiques, on façonne et diffuse aux quatre vents une image virtuelle de Cuba, présentée comme une société moribonde et sans avenir, sur le point de s'effondrer et de sombrer dans l'explosion sociale tant attendue. »

Des secteurs de la contre-révolution traditionnelle et de nouveaux personnages, formés dans des cours de leadership financés par des fondations étasuniennes ou le budget fédéral des États-Unis, ont uni leurs forces pour tenter d'atteindre ces objectifs. Ils n'ont aucune base sociale dans le pays, mais ils sont

dûment formés, financés et soutenus depuis l'étranger.

L'empire met de l'argent et des espoirs dans les annexionnistes formés par ses soins, qui, sous la fausse bannière du pacifisme, cherchent à provoquer de nouveaux troubles, à générer le chaos et à induire la déstabilisation du pays.

Ces dernières semaines, ils ont rendu publique leur intention d'organiser une marche prétendument pacifique en novembre, conçue pour se dérouler simultanément dans plusieurs villes du pays. Leurs intentions déclarées et leur schéma organisationnel révèlent une provocation articulée dans le cadre de la stratégie de « changement de régime » pour Cuba, qui a déjà été testée dans d'autres pays.

Ils choisissent des dates ayant un certain symbolisme ? Mais cette fois, il semble qu'ils aient également voulu afficher leurs velléités annexionnistes : voulaient-ils célébrer l'anniversaire du président Biden en s'attaquant à la Révolution qui dérange tant les administrations impériales depuis 62 ans ? Ils sont restés sur leur faim.

L'un de leurs promoteurs a suivi des cours parrainés par la fondation argentine de droite CADAL, des universités étasuniennes et des groupes de réflexion tels que le Fonds Carnegie pour la Paix (dirigé jusqu'à récemment par l'actuel directeur de la CIA, William J. Burns). Parmi les thèmes de leur endoctrinement figurent la formation au leadership, la confrontation avec les structures gouvernementales, la dynamique de la mobilisation et le rôle des Forces armées dans la « transition démocratique ».

Le 11 juillet, il a organisé une tentative de prise de contrôle de l'Institut cubain de radio et de télévision (ICRT), répondant ainsi à la consigne 167 de l'Atelier d'action non violente, qui stipule : « Attaques » non violentes : invasions : commencer par une marche et prendre possession pacifiquement d'un lieu ou d'un immeuble.

Plus récemment, il a rejoint un projet subversif sous une apparence universitaire, dont il partage le siège au conseil délibératif avec le terroriste Orlando Gutierrez Boronat.

Parmi les personnes qui appellent à la manifestation de novembre, figurent des dirigeants contre-révolutionnaires du soi-disant Conseil pour la transition démocratique à Cuba, une plateforme qui s'articule autour du coup d'État anticonstitutionnel dans le pays, et qui a ouvertement reconnu recevoir des fonds de la National Endowment for Democracy (NED), une fondation écran du gouvernement des États-Unis.

Dès son annonce par ses organisateurs, la marche a reçu le soutien public et notoire de législateurs étasuniens, d'opérateurs politiques de la mafia anticubaine et de médias qui encouragent les actions contre la Révolution.

Tweets, déclarations, assemblées de résistance et autres actions frénétiques inondent Miami ces jours-ci, comme si la manifestation devait avoir lieu dans cette ville. Le changement de régime, le renversement du gouvernement et l'intervention militaire sont une fois de plus le récit dominant dans le sud de la Floride.

Parmi les plus fervents partisans de la provocation figurent les membres du Congrès Marco Rubio, Mario Diaz-Balart et Maria Elvira Salazar, le terroriste reconverti Gutiérrez Boronat (qui a déclaré soutenir cette action « pour renverser le régime »), la Fondation nationale cubano-américaine et l'escadron de mercenaires de la Brigade 2506, dont l'actuel président a déclaré à Miami que « ces mesures provoqueront une explosion à l'intérieur de Cuba afin que nos frères descendent à nouveau dans la rue pour forcer le renversement d'un régime... »

Comme l'a dénoncé le média étasunien MintPressNews, bon nombre des opérateurs de la campagne numérique sur les médias sociaux en faveur de la manifestation sont des résidents de Floride et d'autres États américains. « La participation de citoyens étrangers aux affaires intérieures de Cuba atteint un niveau difficilement concevable aux États-Unis », indique la publication.

L'implication directe du gouvernement des États-Unis dans la farce contre-révolutionnaire est également explicite et provocatrice. Aucun soin n'a été pris pour le dissimuler et personne ne peut le faire honnêtement. Les hauts fonctionnaires du gouvernement sont directement impliqués dans sa promotion et, avec le soutien des services spéciaux, dans son organisation. Un instrument important, mais pas le seul, est l'ambassade des États-Unis à Cuba, dont les déclarations publiques incluent souvent une ingérence flagrante dans les affaires internes de la nation.

Ce bureau, fruit des accords bilatéraux signés en 2015 pour formaliser les relations diplomatiques entre les deux pays, ne remplit aucune fonction diplomatique depuis des années. Il ne sert même pas à fournir les services migratoires et consulaires que les citoyens des deux pays demandent et dont ils dépendent. Ses fonctionnaires, y compris le Chargé d'affaires, sont contraints de jouer le rôle indigne de nounou des exposants et provocateurs contre-révolutionnaires dans notre pays, avec la tâche ingrate de se ranger derrière eux, de leur fournir un soutien logistique et matériel, ainsi que des conseils et des instructions. Tout est connu et documenté. L'activité de l'ambassade elle-même sur les réseaux numériques fournit des preuves de ce qui se passe et des agissements de la contre-révolution.

Ce comportement est en totale contradiction avec le Droit international et en particulier avec la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

Avec de tels sponsors et de telles intentions déclarées, il est très difficile de présumer de la civilité et du pacifisme dans l'action appelée en novembre. Et encore moins d'intentions légitimes et souveraines. Ce qui est en jeu ici, et il ne devrait y avoir aucun doute dans l'esprit de quiconque, c'est le droit de Cuba à se défendre contre une agression étrangère, quelle qu'en soit la forme.

Les organisateurs tentent de se réfugier dans la Constitution pour légitimer la provocation. Ils utilisent des préceptes constitutionnels pour défendre des stratégies anticonstitutionnelles. Ils invoquent le droit de manifester exprimé dans la Constitution, mais ils oublient, à tort, que la Constitution elle-même, dans son article 45, précise que les droits des individus sont limités, entre autres, par le respect de cette norme suprême : « L'exercice des droits des individus n'est limité que par les droits d'autrui, la sécurité collective, le bien-être général, le respect de l'ordre public, de la Constitution et des lois. »

Cette Constitution, approuvée par référendum il y a tout juste trois ans par 86,85 % des électeurs, définit clairement dans son article 4 que : « Le système socialiste soutenu par cette Constitution est irrévocable ». L'article 229 stipule également que « les déclarations sur l'irrévocabilité du système socialiste établies à l'article 4, et l'interdiction de négocier dans les circonstances prévues à l'article 16 (a), ne sont en aucun cas réformables ».

Il est clair que ni aujourd'hui ni à l'avenir, le droit de manifester ne peut être utilisé pour subvertir le système politique, pour renverser le projet socialiste cubain ou pour établir des alliances avec des groupes et des organisations qui reçoivent des fonds étrangers dans le but de promouvoir les intérêts du gouvernement des États-Unis et d'autres puissances étrangères.

Il n'y a aucun droit dans notre pays à agir en faveur des intérêts d'une puissance étrangère et à mettre en danger la stabilité de nos citoyens. Il est inconstitutionnel, illégitime et immoral de souscrire à un projet annexionniste. Nos lois et notre histoire le confirment.

Notre Héros national José Martí avait averti : « Il existe a un autre plan dans notre pays, plus sinistre que celui que nous connaissons jusqu'à présent, et c'est le plan inique de forcer l'Île, de la précipiter dans la guerre afin d'avoir un prétexte pour y intervenir, et avec le crédit de médiateur et de garant, de la garder pour eux. (...) Mourir, afin de donner une base sur laquelle s'élever à ces gens qui nous poussent à la mort pour leur propre bénéfice ? Nos vies valent plus, et l'Île doit en prendre conscience à temps, et il y a des Cubains, des Cubaines, qui servent ces intérêts, avec des démonstrations de patriotisme déguisées. »

Assez de mensonges et de manipulation grossière des faits. Personne ne sera écrasé par les chars dans les rues, comme l'ont annoncé les porte-parole de la prochaine provocation. L'exercice Moncada fait partie de l'entraînement que nous effectuons en permanence pour nous préparer à la défense. Face à des provocations comme celle-ci, nous sommes assistés par l'acte le plus légitime pour défendre le peuple et ses conquêtes.

La dignité, la résistance et l'unité sont nos forces les plus puissantes face à l'action annexionniste déshonorante et méprisable qui sert l'ennemi historique de la nation cubaine dans son plan pour nous fracturer et nous diviser afin de nous asservir.

Ils n'ont pas pu et ne pourront pas le faire. La raison est notre bouclier.

Editorial du journal Granma, le 13 octobre 2021



Radio Habana Cuba